

Nicole Racine

Paul Rivet, Vichy et la France libre 1940-1944

Lorsque Paul Rivet, destitué depuis l'automne 1940 par le gouvernement de Vichy de sa chaire de professeur au Muséum d'histoire naturelle, arrive en Amérique au début 1941, il est, aux yeux de la communauté intellectuelle exilée, porteur d'une double légitimité scientifique et politique. Son départ, à la veille d'une arrestation prévue par les autorités d'Occupation à l'aube du 12 février 1941 au palais du Trocadéro, marque le début d'un exil qui durera 3 ans et demi en Amérique latine, en Colombie et au Mexique. Pressé par ses amis, il s'est résigné à partir après l'arrestation de 2 membres du réseau dont il a couvert les activités de résistance, mais la décision lui a été douloureuse. En 1941, dans sa première lettre de Colombie à l'anthropologue Franz Boas aux États-Unis, il évoque les souffrances de son pays, l'abandon d'une œuvre qu'il aime, la dispersion de ses élèves qui sont « ses véritables enfants », mais dit garder sa foi dans la liberté et son espoir de terminer sa vie « dans une France libérée de ses envahisseurs et de l'infâme dictature de Vichy¹ ».

Eloigné géographiquement des intellectuels sur lesquels l'historiographie de l'exil français en Amérique s'est récemment penchée², il devient une figure de la résistance intellectuelle sur le continent américain et il maintient des liens avec ses collègues exilés en Amérique du Nord, comme Henri Laugier, Claude Lévi-Strauss, Henri Focillon, ou avec ceux y résidant alors comme son ancien élève de nationalité suisse, Alfred Métraux. Il attachera beaucoup d'importance à ces années de guerre, n'omettant jamais de mentionner dans sa biographie les responsabilités que le Comité français de libération nationale lui a confiées à partir de 1943 en Amérique latine - où son disciple Jacques Soustelle a fédéré, dès 1940, les premiers noyaux gaullistes et donné à la propagande de la France libre un grand retentissement. Les années 1940-1944 ont-elles été une parenthèse dans sa vie ou l'occasion pour lui d'acquérir une nouvelle légitimité lui permettant, malgré son absence du territoire

¹ Lettre de Paul Rivet à Franz Boas, 14 août 1941 (photocopies des lettres de Paul Rivet à Franz Boas, Fonds Rivet, Archives de la bibliothèque du musée de l'Homme, dorénavant Fonds Rivet, BMH, 2AP1C).

² Laurent Jeanpierre, « Des hommes entre plusieurs mondes. Étude sur la situation d'exil. Intellectuels français réfugiés aux États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale », thèse de doctorat nouveau régime en sociologie, EHESS, mai 2004, 2 vol. ; Emmanuelle Loyer, *Paris à New York : intellectuels et artistes français en exil, 1940-1944*, Paris, Grasset, 2005. Cette étude a pour origine un exposé au séminaire animé par Laurent Jeanpierre et Emmanuelle Loyer, « Situations d'exil, crises des identités nationales et transferts culturels

national, de revendiquer à son retour à la Libération, une place dans la reconstruction politique et institutionnelle de la France ?

*Les débuts de l'Occupation, un intellectuel de gauche en sursis 1940-1941*³

Personnalité emblématique du Front populaire⁴, président du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, antinazi, Paul Rivet est dans le collimateur du nouveau régime auquel il a fait connaître son opposition. Ancien médecin militaire, combattant de la guerre de 1914-1918, il adresse le 14 juillet 1940 une lettre publique au maréchal Pétain⁵. Le ton de la lettre reste respectueux envers le vainqueur de Verdun, mais Rivet ne cache pas sa « stupeur » devant les hommes choisis pour former le Gouvernement et termine, avec quelque optimisme, en affirmant que le pays n'est pas avec le maréchal. Dans une nouvelle lettre, le 14 novembre 1940, Rivet élève une protestation ferme après l'annonce que le recteur de l'université de Paris, Gustave Roussy, vient d'être relevé de ses fonctions. Frappé lui-même par cette mesure par un arrêté de Georges Ripert, secrétaire d'État à l'Instruction publique, qui le destitue de sa chaire du Muséum, le 19 novembre 1940⁶, il envoie une nouvelle lettre au maréchal Pétain, le 21 novembre 1940 : « Après vingt-deux ans de services militaires, dont dix de campagnes,

(Europe, Amériques du Nord et du Sud, 1912-1951) », Centre d'études nord-américaines (CENA), EHESS.

³ Une excellente thèse d'anthropologie sur Paul Rivet vient d'être soutenue, Christine Laurière, « Paul Rivet (1876-1958), le savant et le politique », EHESS, décembre 2006. Christine Laurière a publié une chronologie détaillée de l'œuvre scientifique et de l'engagement de Paul Rivet (*Gradhiva*, 26, 1999). J'ai rédigé la notice biographique de Rivet dans Jean Maitron et Claude Penner (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions ouvrières, tome 40, 1991. Je prolonge ici une première recherche, Nicole Racine, « Paul Rivet. Science, exil et résistance », dans le volume en hommage à Henri Béhar, *Mesures et démesure dans les lettres françaises au XX^e siècle. Mélanges offerts à Henri Béhar*. Textes recueillis par Jean-Pierre Goldenstein et Michel Bernard, Paris, Éditions Honoré Champion, à paraître en 2007.

⁴ Dès les débuts du régime de Vichy, il est un des intellectuels du Front populaire stigmatisés par les folliculaires d'extrême droite. Voir les articles d'*Au Pilon* (30 août et 20 novembre 1940, Fonds Rivet, BMH). Carole Reynaud-Paligot me signale une lettre du rédacteur en chef d'*Au Pilon* à George Montandon se vantant du succès de l'action du journal : « Vous avez dû voir que des mesures ont été prises contre Paul Rivet, et que c'est là un des résultats de notre action », Archives Montandon, Centre de documentation juive contemporaine (CDJC).

⁵ Ces lettres ont été republiées par Paul Rivet à Mexico en 1944 dans *Trois lettres, un message, une adresse*, Mexico, Librairie française.

⁶ Rivet sera admis à faire valoir ses droits à la retraite au 19 février 1941, soit à l'expiration des trois mois prévus par la loi du 17 juillet 1940, « Enquête sur l'attitude politique du personnel universitaire à l'étranger », Dossiers individuels, Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE), Guerre 1939-1945 Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B 050-4.

après m'être consacré entièrement, depuis 1908, à la recherche et à l'enseignement, j'apprends *par la radio* que je suis relevé de mes fonctions. (...) Le coup qui me frappe ne m'a pas surpris. Je l'attendais depuis le 14 juin, mais j'avais le grand espoir qu'il ne viendrait pas du côté français⁷ ». C'est en vertu de la loi du 17 juillet 1940 sur l'épuration dans la fonction publique que d'autres universitaires de gauche, Albert Bayet, Paul Langevin, Henri Wallon, sont également frappés le même jour⁸.

Après la défaite de juin 1940, Rivet fait clairement savoir à ses amis qu'il désire rester en France pour veiller sur son musée. Au physiologiste Henri Laugier, ex-directeur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui, s'appêtant à rejoindre Londres, le presse de quitter la France, Rivet demande de l'oublier dans les ordres d'évacuation⁹. Ainsi s'explique que le nom de l'anthropologue ne figure pas dans les premières listes de scientifiques établies par Laugier et le biologiste Louis Rapkine à l'été et à l'automne 1940 pour leur faire rejoindre, avec l'aide de la fondation Rockefeller, l'Angleterre ou les États-Unis¹⁰.

Au lendemain de la défaite, le choix effectué par Rivet de ne pas quitter la France et de résister sur place découle de l'idée qu'il se fait de ses devoirs d'intellectuel, responsable d'une institution scientifique. Il gardera toute sa vie la fierté d'avoir, le jour même de l'entrée des Allemands à Paris, le 14 juin 1940, ouvert le musée comme à l'habitude et d'avoir fait placarder, face à l'entrée, le texte du célèbre poème de Rudyard Kipling *If, Tu seras un homme, mon fils* - qu'il reproduit dans sa lettre au maréchal Pétain du 21 novembre 1940¹¹. La priorité est alors pour lui de préserver le musée de toute main-mise de l'Occupant ; ainsi peut-on comprendre qu'il ait tenté de faire revenir à Paris, après sa démobilisation, Soustelle, sous-directeur au musée, au grand dam de celui-ci et de Laugier.

Sa présence à la tête du musée a permis à ses collaborateurs les plus proches de développer, avec son appui et sous son autorité morale, les activités de résistance d'un des premiers réseaux en France occupée : « (...) Dès le mois d'octobre 1940 - rappelle Rivet dans ses souvenirs inédits de 1944 - des tracts reproduisant les appels de De Gaulle, de Churchill,

⁷ P. Rivet, *Trois lettres...*, *op. cit.*, p. 31-32.

⁸ Claude Singer, *Vichy, l'Université et les Juifs*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, p. 61-62.

⁹ Lettre d'Henri Laugier (de Montréal) à Paul Rivet à Bogota, 19 juillet 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

¹⁰ Diane Dosso, « Les scientifiques français réfugiés en Amérique et la France libre », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 60, oct.-déc. 2000, p. 34-40. Sur Henri Laugier, on se reportera à Chantal Morelle et Pierre Jakob, *Henri Laugier, un esprit sans frontières*, préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Bruxelles, Bruylant, 1997.

¹¹ P. Rivet, *Trois lettres...*, *op. cit.*, p. 33.

de Roosevelt furent ronéotés au secrétariat de musée de l'Homme et diffusés à Paris. Puis ce fut le premier journal clandestin "Résistance" dont le premier numéro porte la date de décembre 1940 où Vildé et Lévitzi indiquaient en formules claires et impératives les devoirs et règles d'action de tous ceux qui voulaient s'unir pour une lutte sans merci contre l'envahisseur¹² ».

À la différence de Rivet, Laugier et Soustelle se prononcent immédiatement pour la reprise de la lutte à l'extérieur. Laugier est en particulier favorable à une émigration intellectuelle et politique de qualité, comme il le rappellera à Rivet en août 1941, après avoir appris que celui-ci est désormais en sécurité à Bogota : « (...) Français à l'extérieur, nous avons une grande tâche d'action intellectuelle. Maintenir dans ce pays la touchante affection qui y existe encore pour la France que nous aimons, et que les criminels de Vichy compromettent tous les jours un peu - tu as un grand rôle à jouer, dans la revendication de la conscience française à l'étranger¹³ ».

Démarches pour un départ

Ses amis et collaborateurs arrivés en Amérique, le jugeant menacé, ont multiplié les démarches pour le faire inviter aux États-Unis. Alfred Métraux, son ancien élève, contacte en septembre 1940 le directeur de la *New School for Social Research*, Alvin Johnson¹⁴. Laugier et Rapkine font des démarches auprès de Franz Boas qui a donné l'affidavit moral nécessaire à un visa pour les États-Unis¹⁵. De son côté, le Gouvernement mexicain, qui a gardé des

¹² « Feuilles épars de la main de Rivet », deux feuillets manuscrits en hommage à Boris Vildé et Anatole Léwitzky, Fonds Rivet, BMH, 2AP1D. Les tracts seront ronéotés sur la machine qui a servi à ronéoter les tracts du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), entreposée dans les sous-sols du musée. Voir aussi le témoignage de Paul-T. Pelleau : « La nécessité n'échappait pas au groupe du musée de l'Homme de compléter, en agissant directement sur l'opinion, l'œuvre de la radio de Londres. On commença par des tracts. Le Professeur Rivet fit ensuite traduire et ronéotyper un discours de Roosevelt et les paroles poignantes prononcées le 21 octobre par Winston Churchill : "Si vous ne pouvez point nous aider, du moins, ne nous faites pas obstacle". », « Les Héros du musée de l'Homme », *Le Résistant de 1940*, n°1, juin 1946, p. 8-11.

¹³ Lettre de Henri Laugier de Montréal à Paul Rivet [s. d. 1941], Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

¹⁴ Lettre d'Alfred Métraux à Paul Rivet, Yale, 27 juin 1941, avec copie de sa lettre en anglais à Alvin Johnson du 20 septembre 1940 : "I do not know whether this scientist who is also a man of action and a fighter will accept to leave his country, but he may be forced to emigrate. Anyhow it would be of great comfort to him to know that he may be welcome in America and that he has a country to go if France, which he served so well, would throw him into exile.", Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

¹⁵ Lettre de Henri Laugier à Paul Rivet, Montréal, 19 juillet 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C. Dans une autre lettre de 1941, il lui avoue que lui et Soustelle ont été furieux en

relations diplomatiques avec la France, fait savoir en octobre 1940 au ministère des Affaires étrangères, par l'intermédiaire de sa légation à Vichy, qu'il invite Paul Rivet à donner des cours sur l'ethnographie mexicaine à Mexico pour un an, voyage et frais à sa charge. Une invitation d'un an par une université est, en effet, nécessaire pour que le gouvernement de Vichy accorde une autorisation de sortie légale du territoire. L'invitation transitait par le service des œuvres françaises à l'étranger (SOEFE) du ministère des Affaires étrangères et était transmise à la direction de l'enseignement supérieur du secrétariat à l'Instruction publique pour accord.

Paul Rivet a effectué dans l'entre-deux-guerres de nombreuses missions scientifiques en Amérique latine, par l'intermédiaire du SOEFE du ministère des Affaires étrangères (dirigé par Jean Marx jusqu'en août 1940¹⁶). Il est en longue mission depuis juin 1939 au Pérou, en Bolivie, en Argentine et au Brésil, lorsque la déclaration de guerre le surprend en Bolivie. De retour à Paris, le 16 octobre 1939, il envoie une lettre au ministère demandant de ne rappeler aucun des hommes en poste en Amérique latine pour qu'ils jouent leur rôle à l'extérieur de la France¹⁷. Il est donc bien connu du service des œuvres quand parvient en octobre 1940 une invitation « émanant du président Cardenas ».

L'embarras est si manifeste à Vichy que la réponse officielle tarde mais, finalement, Georges Ripert, secrétaire à l'Instruction publique, fait savoir le 16 novembre au service des œuvres « que, dans les circonstances actuelles, il ne me paraît pas opportun d'autoriser M. le Professeur Rivet à accepter cette invitation ; cet universitaire s'est en effet livré, au cours des dernières années (ces six derniers mots soulignés), à une propagande politique si active que j'envisage pour lui l'application de la loi du 17 juillet 1940 sur le relèvement de fonctions¹⁸ ». À un télégramme d'Albert Bodard réitérant l'invitation mexicaine, le 22 novembre, Jacques de Boisanger, chef du service des œuvres, répond le 27 novembre qu'« il n'y a pas lieu de donner suite à ce projet le Professeur Rivet venant d'être révoqué ». Cependant le « cas Rivet » n'est pas simple à résoudre comme en témoignent les nombreuses annotations

apprenant que Rivet voulait faire revenir Soustelle à Paris après sa démobilisation. [s. d., 1941], Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

¹⁶ Laurent Grison, « Le service des œuvres françaises à l'étranger et les juifs sous Vichy », dans Alain Dubosclard, Laurent Grison, Laurent Jeanpierre, Pierre Journoud, Christine Okret et Dominique Trimbur, *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 73-84.

¹⁷ Lettre reproduite par Gilles Matthieu, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 211 et 224-225.

¹⁸ « Enquête sur l'attitude politique du personnel universitaire à l'étranger. Dossiers individuels. Professeur Rivet », AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B 050-4.

manuscrites sur la lettre d'invitation conservée dans les archives. Le 31 décembre, le gouvernement Flandin autorise enfin Rivet à accepter l'invitation du Gouvernement mexicain et en avise le ministre du Mexique à Vichy ainsi que l'ambassade de France à Mexico. Le remplacement de Georges Ripert par Jacques Chevalier à la tête du ministère a été déterminant, comme le confiera ultérieurement Jean Poirier, chef de section au SOEFE, ami et appui de Rivet¹⁹.

Les fonctionnaires du service des œuvres ont en effet rédigé le 30 décembre une note mettant en avant les conséquences négatives d'un refus : « M. Rivet, au cours de ses nombreux voyages et de ses missions, a su acquérir un prestige considérable, en s'abstenant, ainsi qu'en ont témoigné unanimement nos représentants, de toute action politique, mais par sa seule autorité de savant et de son remarquable talent de conférencier²⁰ » (lignes marquées d'un trait de crayon rouge). Les auteurs de la note soulignent le mouvement de jeunes chercheurs que Rivet a inauguré vers l'université de Mexico, sa contribution à la fondation du lycée franco-mexicain à Mexico, sa part prise dans la détente entre le Gouvernement français et les congrégations religieuses françaises, sa participation à la mission Georges Dumas-Lucien Lévy-Bruhl. La conclusion en est particulièrement habile : « La décision d'interdire au Professeur Rivet d'accepter l'invitation d'un Gouvernement ami risquerait de n'être pas comprise au Mexique et créerait des préjugés défavorables à notre pays. Ce serait interrompre certainement le courant d'échanges entre notre enseignement supérieur et l'université de Mexico, menacer le développement de notre lycée, qui dépend principalement du bon vouloir du ministère de l'Instruction publique mexicain, et peut-être rendre de nouveau précaire la situation de nos établissements religieux²¹ ». Paul Rivet, après sa révocation, fut ainsi, en dernière instance, autorisé à accepter l'invitation mexicaine. Les responsables de Vichy choisissent de suivre l'avis du service des œuvres, faisant ainsi prévaloir une logique de diplomatie culturelle en faveur du rayonnement français sur une politique de revanche menée contre les universitaires de gauche présumés hostiles qu'on peut, du même coup, éloigner.

Finalement, c'est pour la Colombie que Rivet quitte la France en février 1941, à l'invitation personnelle de son ami Eduardo Santos, président de la République, qui a fait faire

¹⁹ Jean Poirier à Paul Rivet, Vichy, 11 juin 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C. Christine Laurière signale que Jérôme Carcopino, qui succède à Jacques Chevalier, le 23 février, aura une attitude plus dure envers Rivet, choisissant de le remplacer à la tête du musée de l'Homme par Henri Victor Vallois, un de ses pires adversaires (C. Laurière, « Paul Rivet... », *op. cit.*, p. 757-758)

²⁰ « Note sur Monsieur Paul Rivet », AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B.

²¹ *Ibid.*

des démarches pressantes auprès des autorités de Vichy. Comme le montre Christine Laurière dans sa thèse, les raisons de ce choix sont scientifiques, liées à la pratique de son métier d'anthropologue, et personnelles à cause de ses liens d'amitié avec le président²². Le successeur de Ripert, Jacques Chevalier, a fait connaître au service des œuvres qu'il met à sa disposition « à partir du 21 février, Monsieur Rivet, professeur au Muséum d'histoire naturelle, pour occuper, pendant deux ans, un poste d'enseignement en Colombie²³ ». Le 18 février une note signée Charles Rochat, directeur politique du ministère des Affaires étrangères, avec mention manuscrite « Vu par l'Amiral Darlan²⁴ », confirme qu'au plus haut niveau il n'y a plus d'objection à la sortie de France.

À la date de cette note, Rivet est déjà en zone non occupée, l'imminence d'une arrestation par les Allemands après les premières arrestations du réseau du musée de l'Homme ayant hâté sa décision de départ, et il attend à Lyon l'obtention d'un visa pour l'Espagne²⁵. Il y rencontre Boris Vildé et tente, en vain, de le dissuader de rentrer à Paris. De nombreuses personnalités ont aidé Rivet dans ses démarches de départ, notamment l'abbé Breuil qui intervient à Vichy auprès de Jérôme Carcopino²⁶. Tant qu'il n'a pas atteint le continent américain, Rivet garde une attitude prudente vis-à-vis du gouvernement de Vichy, comme en témoigne une dépêche de mars 1941 de l'ambassadeur de France en Espagne qui, en tournée à Bilbao, a rencontré Rivet en attente d'un bateau pour la Colombie. L'ambassadeur informe le département que, malgré leurs différences de points de vue, l'attitude de Rivet a été d'une parfaite correction à l'égard du maréchal Pétain²⁷.

La nouvelle de l'arrivée de Paul Rivet sur le continent américain provoque un immense soulagement parmi ses collègues. Citons Henri Laugier, nommé à la chaire de physiologie humaine de l'université de Montréal, qui fait de fréquents séjours à New York comme secrétaire général puis vice-président exécutif à partir de mai 1942 de l'association *France Forever* ou Alfred Métraux qui travaille à Yale puis à la Smithsonian de Washington,

²² C. Laurière, « Paul Rivet... », *op. cit.*, p. 767-768.

²³ AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B O50-4.

²⁴ « A. s. de M. Paul Rivet », AMAE, Guerre 1939-1945, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B O50-4.

²⁵ Voir les circonstances de son départ dans C. Laurière, « Paul Rivet... », *op. cit.*, p. 752-758, ainsi que les souvenirs inédits de Rivet, Fonds Rivet, BMH, 2AP1D.

²⁶ Lettre de l'abbé Breuil à Paul Rivet, Toulouse, 19 février 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

²⁷ « L'Ambassadeur de France en Espagne à monsieur l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Voyage à Bilbao », dépêche du 24 mars 1941 à la sous-direction Europe, communiquée au service des œuvres, 24 mars 1941, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B.

Claude Lévi-Strauss, à l'École libre des hautes études, qui publiera aux États-Unis l'ouvrage de synthèse de Rivet, *L'Homme américain*²⁸. Laugier, Lévi-Strauss et Métraux tentent de lui faire attribuer un poste universitaire au Canada ou aux États-Unis. Lors de l'inauguration de l'École libre des hautes études à New York, en février 1942, il fait figure de grand absent. Métraux lui écrit : « L'École des hautes études en dépit des gaffes de vieux sorbonnards impénitents se développe. Nous aurions besoin de quelqu'un comme vous pour la direction et les rapports diplomatiques²⁹ ». Une manifestation en son honneur est organisée à l'École libre des hautes études à New York au retour de sa mission au Canada au début 1943³⁰. De son côté, dès qu'il a été à l'abri, Rivet se dépense pour favoriser l'émigration de collègues restés en France, comme le mathématicien Jacques Hadamard ou son disciple d'origine allemande, Henri Lehmann qu'il a accueilli au musée de l'Homme pour le faire échapper au régime national-socialiste.

En Amérique latine, face à la représentation de Vichy. La menace du retrait de nationalité

En Amérique latine, les ambassadeurs jugés trop tièdes comme Albert Bodard au Mexique, considéré comme pro-anglais, sont remplacés par des fidèles du maréchal, Gilbert Arvengas au Mexique, Georges Hélois en Colombie.

Dès son arrivée à Bogota, Rivet fonde et dirige l'Institut d'ethnologie. Ses sympathies gaullistes sont vite connues du ministre de Vichy qui refuse d'assister à l'inauguration de l'Institut le 1^{er} juillet 1941 malgré l'invitation du président Santos³¹. Les liens de Rivet avec son ancien élève, Jacques Soustelle, qui se déclare « représentant personnel du général De Gaulle en Amérique centrale, aux Antilles et en Colombie³² », sont de notoriété publique et préoccupent d'autant plus les diplomates qu'ils sont obligés de reconnaître le succès des

²⁸ Paul Rivet, *Les origines de l'homme américain*, Paris, Gallimard, 1957.

²⁹ Lettre d'Alfred Métraux à Paul Rivet, Washington, 5 août 1942, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

³⁰ Sur l'École, voir François Chaubet et Emmanuelle Loyer, « L'École libre des hautes études de New York : exil et résistance (1942-1946) », *Revue historique*, novembre-décembre 2000, p. 939-972.

³¹ Sur l'Institut d'ethnologie de Bogota, et en général sur le rôle scientifique de Rivet, la référence est la thèse de C. Laurière, « Paul Rivet... », *op. cit.*, p. 811-834.

³² Georges Hélois à la Direction Amérique à Vichy, « A/s Venue en Colombie de M. Soustelle "Représentant personnel du Général De Gaulle en Amérique centrale, aux Antilles et en Colombie". Attitude du Pr Rivet », Dépêche du 12 août 1941, AMAE, Guerre 1940-1945 Vichy, Œuvres 1940-1944, Amérique, 168.

tournées de propagande de Soustelle en vue de la reconnaissance de la France libre³³. Lors d'une tournée en Amérique centrale en juillet 1941, celui-ci aurait annoncé, d'après une dépêche diplomatique, qu'il la terminerait en Colombie pour rejoindre le professeur Paul Rivet, « échappé des mains de la Gestapo française³⁴ ». Le ministre de France à Bogota fait savoir qu'il a élevé une protestation auprès des autorités colombiennes devant les entretiens dans la presse organisés pendant son séjour par Soustelle (*El Tiempo*, en particulier, lui aurait réservé un « accueil presque triomphal³⁵ »). Jacques Soustelle, pour sa part, tient fidèlement au courant le commissariat aux Affaires étrangères de Londres de l'organisation de la propagande en Amérique Centrale et des manifestations de sympathie en faveur de la France libre, en particulier au Mexique, notamment à l'occasion du 14 juillet³⁶. On peut se demander dans quelle mesure l'influence de Jacques Soustelle a été déterminante dans le ralliement de Paul Rivet au gaullisme. Soustelle, dont Rivet apprécie l'intelligence brillante, les qualités de chercheur, qu'il a fait nommer sous-directeur du musée de l'Homme, est politiquement un homme de gauche, partisan du Front populaire. Il a adhéré au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) sans pour autant y exercer des fonctions dirigeantes, en raison de ses absences de France pour missions scientifiques. Proche des intellectuels partisans d'une résistance internationale au fascisme, il a suivi Langevin et ses amis communistes et communisants au moment du congrès de rupture de juin 1936, au grand chagrin de Rivet qui reste fidèle aux thèses pacifistes traditionnelles de la gauche jusqu'au début 1939. À la différence de Rivet qui approuve les accords de Munich, Soustelle est un anti-munichois convaincu et devient la cheville ouvrière d'une nouvelle union d'intellectuels, l'union des intellectuels français (UDIF), qui veut lutter contre l'esprit de capitulation du Gouvernement français³⁷. L'antinazisme de Rivet, manifeste dès l'avènement de Hitler, l'accueil qu'il a réservé aux réfugiés allemands, son opposition radicale à la politique de

³³. Denis Rolland, *Vichy et la France libre au Mexique. Guerre, cultures et propagande pendant la deuxième guerre mondiale*, Paris, Publications de la Sorbonne, L'Harmattan, 1990.

³⁴ Télégramme de Gaston Bradier, en poste au Guatemala, 16 juillet 1941, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B.

³⁵ G. Hélois à la Direction Amérique à Vichy, « A/s Venue en Colombie de M. Soustelle... », *op. cit.*

³⁶ AMAE, Guerre 1939-1945, Londres, CNF, Amérique centrale, délégation au Mexique, vol. 317.

Sur l'ampleur de l'œuvre de Soustelle, jugée remarquable par le capitaine Jean Lavergne envoyé par Londres en mission en Amérique, *ibid.*, vol. 447 (Lavergne écrit le 2 décembre 1941 que Soustelle « est reçu par les ministres, comme un véritable représentant d'un Gouvernement légal », qu'il est « mieux reçu et est plus écouté que le ministre de Vichy »).

collaboration décidée par le gouvernement de Vichy l'ont préparé à accueillir favorablement les positions des Français libres dont Soustelle a été l'actif médiateur.

Le ministre de France à Bogota n'a pas tardé à s'apercevoir que Rivet affiche publiquement ses sympathies gaullistes. Il fait savoir à Vichy que Rivet, « après une période assez courte de réserve de correction, (...) s'est mis du Comité De Gaulle et a assisté ostensiblement à la manifestation organisée par ce Comité le 14 juillet dernier au lieu d'accepter l'invitation de la légation ». Il souligne que Rivet a été très bien reçu, que les services de l'ambassade ont assuré la transmission de son courrier et de ses plaques photographiques. « Comme c'est un ami personnel de M. Santos, j'en ai parlé au président de la République en lui faisant remarquer que c'était sur sa demande que le Gouvernement français avait autorisé le Professeur à sortir de France et à échapper au contrôle allemand. Il y avait donc de la part du Professeur Rivet un manque de tact et de reconnaissance à l'égard du Gouvernement et de la légation³⁸ ».

On apprend par cette dépêche que le gouvernement de Vichy a envisagé dès cette date la déchéance de nationalité pour Rivet, que l'ambassadeur s'en est entretenu avec le président de la République : « M. Santos a paru fort ennuyé et fort embarrassé. Il m'a conseillé de ne pas appeler l'attention du Gouvernement français sur l'attitude actuelle du Pr. Rivet, car, à son avis, ce serait une lourde faute, étant donnée la réputation scientifique dont jouit ici le Pr. Rivet, que de lui enlever sa nationalité³⁹ ». Hélouis transmettant cet avis, ajoute qu'il le croit fondé et que ce serait une erreur de faire de Rivet un martyr. On apprend que le chargé d'Affaires colombien à Vichy aurait fait des « démarches pressantes » en faveur de Rivet.

En septembre 1941, Hélouis écrit une lettre personnelle à M. de Seguin, sous-directeur d'Amérique à Vichy, où il s'exprime avec moins de retenue sur les difficultés de sa situation face aux attaques de la presse colombienne envers la politique de collaboration du gouvernement de Vichy. Il se laisse aller à son amertume à l'égard de Rivet : « Enfin, nous avons le fameux Rivet. Au lieu d'être reconnaissant au Gouvernement français de l'avoir laissé sortir de Paris et de France, et en dépit de l'excellent accueil que ma femme et moi lui avons réservé, il est devenu le *brain trust* du Comité De Gaulle et sa haine est déchaînée contre le maréchal (...)»⁴⁰.

³⁷ Voir la biographie de Jacques Soustelle que j'ai rédigée pour J. Maitron et C. Penneretier (dir.), *Dictionnaire biographique...*, *op. cit.*, 4^{ème} partie, tome 41.

³⁸ D. Rolland, *Vichy et la France libre...*, *op. cit.*

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Lettre de Georges Hélouis à M. de Seguin, 20 septembre 1941, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Amérique, 168.

On comprend que le service des œuvres fasse parvenir un télégramme secret à Bogota : « Le cas du professeur Rivet étant à l'étude, j'attacherais du prix à être éclairé par vous sur l'attitude actuelle de l'intéressé⁴¹ ». La réponse de l'ambassadeur HéLouis, le 26 décembre, est transcrite par le service des œuvres dans une note qui sera transmise à la direction Amérique : « Le professeur Rivet fait surtout de la politique d'extrême gauche et s'il adhère au mouvement De Gaulle (il ne) (fait) pas partie du Comité directeur. En raison de la situation délicate où se trouvent nos intérêts (banque française et italienne par exemple) et nos compatriotes en Colombie depuis l'entrée en guerre américaine, j'estime que le retrait de la nationalité française serait une mesure inopportune. Le professeur se poserait en martyr auprès des dirigeants et journalistes colombiens et n'en acquerrait que plus d'influence ». En bas de cette note, on peut lire la mention manuscrite: « Vu par l'amiral qui se range à l'avis de M. HéLouis⁴² ». Rivet échappe donc à la déchéance en raison de son immense prestige d'américaniste dans des pays où l'anthropologie est encore dans les limbes, de son action passée en faveur du rayonnement français, des effets négatifs qu'aurait eus cette mesure dans des pays où il est respecté et admiré des élites francophiles. En revanche, Jacques Prévosteau, responsable du groupe des Français libres de Bogota et Lionel Vasse, délégué du Comité national français (CNF) en Amérique centrale, se voient déchus de la nationalité.

Rivet a été prévenu de la menace d'un retrait de la nationalité, comme en témoigne une lettre à peine cryptée et personnelle de Jean Poirier, chef de la section des écoles au service des œuvres : « Peut être avez-vous eu vent d'un projet qui tendrait à retirer sa nationalité à un grand savant français pour l'empêcher d'assister au congrès des Américanistes de Santiago en mai prochain, parce que l'on croit ici, sur des échos provenant de la tournée Soustelle, que ce grand savant n'assiste au congrès que pour y intervenir politiquement en faveur d'un général rebelle. Cette mesure serait indifférente au grand savant si elle ne devait frapper, par voie de conséquence ou par suppression de pension de retraite, ses sœurs restées en France. Puisque vous êtes en relations avec lui, pourriez-vous l'avertir du danger qui le menace ? On l'accuse de s'être inscrit à un certain Comité. Est-ce exact ? - Tout cela me paraît une suite du voyage de Soustelle ?⁴³ ».

⁴¹ « A.s de M. Rivet », Télégramme du 24 décembre 1941, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B 050-4.

⁴² « Note pour Monsieur Serres. Cas du professeur Rivet », 31 décembre 1941, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 6B 050-4 ; « Note pour M. de Seguin. Cas du professeur Rivet », 31 décembre 1941, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Amérique, p. 167.

⁴³ Jean Poirier à Paul Rivet, Vichy, 12 décembre 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C. On peut voir là l'origine de la démarche de Rivet qui a écrit de Bogota au service des œuvres pour

D'autres représentants de la France à l'étranger, comme l'ambassadeur de France à Mexico, Gilbert Arvengas (qui rompra avec Vichy en 1942), ont déjà alerté le département sur les effets négatifs de la politique de retrait de la nationalité, en particulier dans le cas de Jacques Soustelle, frappé par cette mesure le 16 juin 1941 et qui, selon le diplomate, passe déjà pour un martyr⁴⁴. En Amérique du Nord, Henri Laugier et l'historien d'art, Henri Focillon, n'échappent pas à la déchéance de la nationalité.

L'engagement de Paul Rivet aux côtés des gaullistes n'empêche pas certains fonctionnaires du service des œuvres à Vichy, comme Jean Poirier, de rester en contact avec lui et de solliciter son avis en matière de politique culturelle⁴⁵. En dépit de son opposition au régime de Vichy, Rivet va accepter de jouer, comme par le passé, son rôle d'avant-guerre de défenseur de la langue et de la culture françaises. En Colombie, cette défense est assurée par le Collège français, subventionné par le service des œuvres, et par les congrégations comportant de nombreux religieux français⁴⁶. Dans un cas symbolique, celui de la diminution des horaires de l'enseignement du français par rapport à l'anglais dans l'enseignement secondaire, il est sollicité par le service des œuvres alors que l'ambassadeur s'est déjà entremis auprès des autorités colombiennes. On sait, par les lettres de Jean Poirier à Rivet, que c'est sur la suggestion de ce fonctionnaire que Rivet s'entretient de la question de l'enseignement du français avec le président de la République, Eduardo Santos⁴⁷. Les archives du service des œuvres conservent, en plusieurs exemplaires dactylographiés, un « Extrait d'une lettre de M. Rivet du 30 septembre 1941. La langue française en Colombie » et un « Avis du professeur Rivet », ainsi commentés : « M. Rivet a pu "sauver le français" dans

demander à bénéficier de sa retraite de professeur (ainsi que de sa pension d'officier de la Légion d'honneur et de sa retraite d'ancien combattant), AMAE, Vichy, Œuvres, Enseignement Professeurs détachés, 061. 1 26.

⁴⁴ Gilbert Arvengas, Mexico, 30 juin 1941, AMAE, Vichy Amérique 167. Soustelle quitte le Mexique pour Londres en avril 1942 pour être nommé commissaire national à l'Information de la France libre.

⁴⁵ Voir les lettres de Jean Poirier (11 juin, 6, 20, 22 et 28 août 1941, 20 septembre 1941, 29 octobre 1941, 12 décembre 1941), Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

⁴⁶ En février 1942, le président de la République fait savoir à l'ambassadeur qu'il faut dorénavant appeler le collège français le collège Pasteur, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, Colombie, 71.

⁴⁷ « Notre ministre en Colombie [Hélouis] nous bombarde de télégrammes relatifs à la réduction des heures consacrées à l'enseignement du français dans les établissements colombiens. Il nous demande de faire intervenir l'Académie française, l'université et je ne sais qui encore. Il serait tellement plus simple pour lui d'utiliser le concours du seul Français

l'enseignement aux conditions suivantes : l'anglais prend la première place, comme il est naturel dans un pays qui a et aura de plus en plus de relations avec l'Amérique du Nord, mais le français occupera la place que l'anglais occupait antérieurement dans l'enseignement, c'est-à-dire une place excellente. J'ai pu empêcher que M. Helouis ne plaçât la question sur le terrain politique en dressant les conservateurs contre le Gouvernement à propos de cette question. Il y a ici une grosse effervescence politique et il est indispensable que cette question reste en dehors de ces polémiques. J'ai donc réglé la question dans les conditions indiquées directement avec le président. Je crois que c'était la *vraie* solution. Il ne faut pas demander l'impossible et comprendre les nécessités de l'intérêt du pays où l'on vit⁴⁸ ».

Loin du musée de l'Homme

Paul Rivet, admiré par ses amis pour ses qualités d'homme d'action et de lutte, a connu les angoisses et les phases de découragement de tout exilé. Isolé de sa communauté scientifique d'origine, il a pu cependant maintenir avec elle des liens scientifiques et personnels, en dépit des aléas des communications en temps de guerre, des retards dus aux censures allemande, française et anglo-américaine.

Les rares lettres arrivées de France donnant des nouvelles du musée témoignent que l'esprit de résistance reste vivace mais n'incitent pas à l'optimisme. Michel Leiris, attaché au musée, qui lui écrit de la zone non occupée pendant l'été 1941, ne peut que confirmer, sous une forme cryptée, l'incertitude qui pèse sur le sort des membres du réseau et il ne cache pas l'exclusion des collaborateurs juifs du musée, les nouvelles mesures qui s'imposent aux éditeurs de zone occupée. « Une liste d'ouvrages à traduire de l'allemand (liste qui comprend, dit-on, trois mille titres, à paraître en trois ans) a été communiquée aux principales maisons d'édition, qui doivent se partager la besogne. Les livres d'Albert Einstein ont été mis au pilon. (...). Si peu agréable que soit l'atmosphère, soyez persuadé que, mes collègues et moi, nous travaillons toujours avec ardeur et sommes, du moins pour la plupart, bien décidés à ne pas nous écarter d'une ligne des traditions de la maison que vous avez fondée », lui écrit-il avant de l'assurer de son affection et de son dévouement⁴⁹.

Le sentiment de son impuissance l'accable, accru par la tristesse d'avoir appris, avant même son départ de France, que les premières arrestations ont été causées par des trahisons au

qui puisse se faire entendre efficacement auprès du Gouvernement colombien », 20 septembre 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1D.

⁴⁸ « Extrait d'une lettre de M. Rivet du 30 septembre 1941 », 11 décembre 1941, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Colombie 71.

sein du musée. Alfred Métraux, ancien du musée, qui travaille auprès d'Archibald MacLeish, directeur de la bibliothèque du Congrès à Washington, l'informe des démarches qu'il a tentées auprès de MacLeish, en faveur de la bibliothécaire Yvonne Oddon, sa collègue du Trocadéro⁵⁰. Les 9 condamnations à mort à l'issue du procès, puis l'exécution le 23 février de 7 membres du réseau et la déportation des 2 femmes dont la peine a été commuée, n'ont été connues qu'avec retard⁵¹. Début mars 1942, ne sachant pas que Boris Vildé et 6 des membres du réseau ont déjà été fusillés, Rivet peut encore espérer ; il écrit à une amie proche du couple Focillon aux États-Unis : « Dites à Focillon toute ma fervente amitié. Dites-lui que Vildé, le gendre de Lot, du Collège de France, un de mes élèves, *un brave*, est emprisonné depuis un mois⁵² ». Plus tard, Rivet a raconté qu'après avoir appris les condamnations à mort par une lettre arrivée « par miracle » de France, il s'est décidé, au cours d'une nuit d'insomnie, à écrire un câble à Pierre Laval pour lui demander de sauver ces patriotes : « Dès la première heure, je téléphonais au président Santos. À huit heures et demi du matin, il me recevait. Je lui soumis le texte en lui demandant s'il pouvait le faire remettre à son destinataire par le représentant de la Colombie en France. Le Dr Santos lut le texte et me dit : "Cet acte que j'approuve doit beaucoup vous coûter. Pour qu'il vous soit moins pénible, *votre* président le signe avec vous". » Rivet a fait le récit de cet épisode dramatique dans un texte paru à Bogota en 1955⁵³.

Alfred Métraux écrit de nouveau à Rivet à l'été 1942, lui disant combien la tragédie du musée de l'Homme l'a affecté et il lui annonce un article à paraître dans l'*Anthropologist*. Sentant le découragement de son maître, il tente de le reconforter : « La pensée que vous nous restez et que vous rétablirez le lien entre le passé et l'avenir est pour nous un immense réconfort. Votre courage, votre liberté, votre énergie donnent confiance au milieu de l'immense veulerie des gens que nous avons connus. Vous reviendrez et, j'en suis sûr, bientôt. Vous reprendrez la tâche là où vous l'avez laissée. Je sais que le rôle du musée de l'Homme

⁴⁹ Lettre de Michel Leiris à Paul Rivet (18 septembre [1941]), Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

⁵⁰ Lettre d'Alfred Métraux à Paul Rivet, 27 juin 1941, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

⁵¹ Henri Lehmann, en mission à Popayán, en Colombie du sud, les apprend par la presse fin octobre 1942 : « Je viens de lire avec horreur la notice dans le *Tiempo* sur l'exécution de neuf de nos collaborateurs. J'ai un tout petit espoir qu'il s'agit d'une erreur, car je viens de recevoir une lettre de ma mère qui me dit que Lévi-Strauss a eu des nouvelles par la *Croix Rouge* que Oddon se trouve en Pologne. Et Oddon est citée par *Combat* comme "exécutée" », lettre d'Henri Lehmann à Paul Rivet, 30 octobre 1942, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

⁵² Lettre de Paul Rivet de Bogota à Marie-Hélène Mercier à New York, 4 mars 1942, Fonds Rivet, BMH, 2AP1D.

⁵³ Paul Rivet, « Préface », dans Eduardo Santos, *Comment a vécu et comment va mourir un journal libre*, Bogota, 26 août. Une version de ce texte se trouve dans le Fonds Rivet, BMH,

sera encore plus important dans le monde nouveau, mais j'espère qu'il sera constitué par ceux qui ont su se comporter en hommes. Si la solitude vous pèse, pensez à votre œuvre passée, œuvre immense et féconde, dans tous les domaines. Songez à tous vos amis qui pensent à vous, parlent de vous et pour qui vous êtes un centre de ralliement⁵⁴ ».

Paul Rivet au service de la France libre et de la France combattante

Au début 1943, le Comité national français de Londres propose officiellement à Paul Rivet d'être son délégué culturel à Mexico puis dans toute l'Amérique centrale. Cette proposition se situe dans la suite logique du soutien apporté par Rivet au Comité des Français libres de Bogota dont il a accepté la présidence d'honneur, de ses prises de position publiques en faveur de De Gaulle et de la France libre, de son amitié avec Lionel Vasse - ancien diplomate à la légation de Vichy à Mexico, délégué du Comité national français pour la Colombie, le Venezuela et Trinidad, qui arrive à Bogota en mai 1942⁵⁵.

Dès 1942, les envoyés spéciaux de Londres, en mission en Amérique latine, comme le capitaine Lavergne (de fin octobre 1941 à la mi-mai 1942), le capitaine Gounouilhou en 1942, ont fait connaître l'appui donné par Rivet à la cause de la France libre. Dans un de ses rapports, Lavergne évoque une conférence qu'il a été autorisé à prononcer en janvier 1942 à Bogota devant un auditoire de 200 personnes dont de hauts responsables militaires : « Toute l'université y assistait, ceci grâce au Professeur Rivet qui est actuellement en Colombie. C'est un vieil ami du président de la République. Le Professeur Rivet est adhérent de la France libre, mais ne fait pas partie du Comité directeur. Il rend de très grands services à notre cause s'abstenant de toute politique⁵⁶ ». Le capitaine Gounouilhou, en mission en Colombie, souligne l'appui moral que Rivet apporte aux militants gaullistes actifs, Prévosteau et Vasse, et transmet à Londres le désir qu'a exprimé Rivet de se mettre efficacement au service de la France combattante⁵⁷.

2AP1D. La démarche est restée ignorée des historiens, seule Christine Laurière en parle dans sa thèse (« Paul Rivet... », *op. cit.*, p. 762).

⁵⁴ Lettre d'Alfred Métraux à Paul Rivet, 5 août 1942, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C.

⁵⁵ AMAE, Guerre 1940-1945, Londres-Alger, représentants du CNF à l'étranger, délégation en Colombie, avril 1942-juillet 1943, 325. Voir également le rapport de Lionel Vasse à Londres, le 18 juillet 1942, rapportant le succès de la manifestation organisée avec Prévosteau à l'occasion du 14 juillet 1942.

⁵⁶ Mission en Amérique latine du capitaine J. Lavergne, AMAE, Guerre 1940-1945, Londres, Alger, 447.

⁵⁷ Compte rendu de mission en Amérique latine et en Amérique centrale du Lieutenant-Colonel Gounouilhou, AMAE, Guerre 1940-1945, Londres, Alger, 448.

Le 20 janvier 1943, le Comité national français, par un télégramme envoyé à Washington, invite Rivet à venir à Londres « pour consultation » ; puis cette invitation est annulée et on lui propose le poste d'« attaché culturel » ou de « délégué culturel à Mexico⁵⁸ ». Cette proposition a-t-elle été inspirée par Soustelle, alors commissaire à l'Information⁵⁹ ? Rivet, au retour d'une mission au Canada, et d'un passage aux États-Unis, où il a espéré trouver un poste dans une université, envoie un télégramme de Bogota le 11 mars 1943, pour renouveler son offre de service : « Je demeure, comme toujours, à la disposition de la France combattante » et confirme qu'il n'a pas l'intention de rester en Colombie⁶⁰. Le 18 mars 1943, le CNF annonce le choix de Rivet comme premier titulaire d'un poste d'attaché culturel à Maurice Garreau-Dombasle, son délégué à Mexico⁶¹, puis charge Lionel Vasse à Bogota de transmettre ce télégramme à Rivet : « Nous vous proposons le poste d'attaché culturel auprès de la délégation du Comité national à Mexico, que nous avons l'intention de créer. Vos fonctions consisteraient à coordonner les activités intellectuelles françaises au Mexique et en Amérique centrale et à représenter l'université et la culture française dans ces pays. Elles vous laisseront des loisirs suffisants pour poursuivre vos travaux personnels. Traitement mensuel 1500 pesos mexicains, avec voyage payé pour vous et Mme Rivet ». Rivet télégraphie par le chiffre britannique de Bogota : « J'accepte volontiers votre offre. Il serait opportun d'inclure dans ma zone le Venezuela, la Colombie et l'Équateur, où j'ai d'excellentes relations et beaucoup d'élèves » (2 avril 1943)⁶².

Comme l'a montré Laurent Jeanpierre, le CNF, puis le Comité français de la libération nationale (CFLN) nourrissent l'ambition d'une diplomatie culturelle qui occuperait « une position élevée dans la politique étrangère de la France combattante, en conformité avec la place que la pensée française a prise, selon De Gaulle, dans la Résistance française⁶³ ». C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la nomination de Paul Rivet, en avril 1943, comme premier attaché culturel de la France combattante (le second fut Henri Seyrig à Washington), Paul Rivet que le général De Gaulle n'omettra pas de citer dans son célèbre discours d'Alger en hommage à la résistance intellectuelle, le 30 octobre 1943, en même

⁵⁸ AMAE, Guerre 1940-1945, Alger, CFLN, GPRF, Œuvres françaises à l'étranger, micr.764.

⁵⁹ C'est ce qu'affirme le biographe de Soustelle, Bernard Ullmann dans *Jacques Soustelle le mal aimé*, Plon, 1995, p. 141.

⁶⁰ AMAE, Guerre 1940-1945, Alger, CFLN, GPRF, 764.

⁶¹ AMAE, *ibid.*, 764.

⁶² *Id.*

⁶³ Laurent Jeanpierre, « La politique culturelle française aux États-Unis de 1940 à 1947 », dans A. Dubosclard, L. Grison, L. Jeanpierre, P. Journoud, C. Okret et D. Trimbou, *Entre rayonnement...*, *op. cit.*, p. 100.

temps que ses collègues et amis exilés en Amérique, Henri Focillon, Jean Perrin, Henri Laugier, Henri Seyrig⁶⁴.

Le décret, portant nomination d'un conseiller culturel auprès de la délégation de la France combattante au Mexique, est signé le 26 avril 1943 par le général De Gaulle⁶⁵. Un nouveau décret du CFLN lui succède à Alger, signé De Gaulle - Giraud : « M. le Professeur Rivet Paul, attaché à la mission diplomatique à Mexico, est nommé, pour la durée de la guerre, conseiller culturel pour les pays suivants : Mexique, Républiques de l'Amérique Centrale, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Venezuela » (2 octobre 1943)⁶⁶.

Lors d'un séjour à Alger, qu'on peut dater de février-mars 1944, Rivet est reçu par les commissaires aux Affaires étrangères et à l'Éducation nationale, René Massigli et René Capitant⁶⁷. Si Rivet a par la suite évoqué, à plusieurs reprises, sa rencontre à Alger avec le général De Gaulle, on ignore dans quelles conditions elle s'est déroulée⁶⁸. En plusieurs occasions, pendant la guerre, Rivet a exprimé publiquement son admiration pour la personnalité et l'action du chef de la France combattante ; en 1943, lors de sa mission au Venezuela, il le salue comme un homme d'action, symbole de la Résistance, soulignant qu'il a condamné les mesures racistes⁶⁹. Rivet n'est pas cité dans les *Mémoires de guerre*⁷⁰, mais le fonds Rivet conserve une lettre manuscrite de Charles De Gaulle en date d'avril 1957 ; citons-en cette phrase bien gaullienne : « Malgré le temps écoulé et les secousses subies, je vous ai

⁶⁴ Discours prononcé à Alger à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de l'Alliance française, Charles De Gaulle, *Discours et messages. Pendant la guerre 1940-1946*, Tome 1, Plon, 1977, p. 331-332.

⁶⁵ AMAE, Guerre 1940-1945, Alger CFLN, GPRF, 764.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Lettre de René Massigli au directeur de cabinet civil du général De Gaulle, 29 mars 1944, Papier De Gaulle, Affaires étrangères 16, Amérique latine B. VII Mexique, Centre historique de Archives nationales (CARAN), 3 AG 1/254, dossier 5.

Sur la politique culturelle générale du CFLN, je renvoie à la remarquable biographie de Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988). Une vie de diplomate*, tomes I et II, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

⁶⁸ Rivet ne figure pas dans la liste des personnes reçues en audience privée par le général De Gaulle (Inventaire des Archives privées, CARAN). Son nom ne figure pas dans les *Mémoires de guerre* (Charles De Gaulle, Paris, Pocket, 2006). À la Libération, Rivet a eu l'occasion de rencontrer le général De Gaulle lors de manifestations publiques en l'honneur de la Résistance.

⁶⁹ Entretien en espagnol durant sa mission au Venezuela, Fonds Rivet, BMH, 2AP1D. Voir aussi, après la guerre, son article dans le périodique socialiste, *Libertés*, n°115, 8 février 1946, dans lequel il affirme le caractère républicain du général De Gaulle.

⁷⁰ C. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

gardé les sentiments de très haute estime et de vive sympathie que vous m'aviez inspirés au cours des grands événements⁷¹ ».

Paul Rivet, délégué culturel du CFLN en Amérique centrale

Bien que Rivet ait toujours séparé son activité d'anthropologue de ses tâches de propagandiste de la France combattante, sa renommée scientifique en Amérique latine décuple son autorité de délégué gaulliste. La presse hispanophone, rendant compte de ses missions, met bien en valeur les liens entre le savant de réputation internationale et le résistant patriote⁷². Ainsi, en février 1943, accompagné par Lionel Vasse, délégué du CNF en Amérique centrale, chargé d'une mission au Venezuela⁷³, Rivet s'acquitte-t-il de sa tâche sur le double terrain de la propagande politique et culturelle : causerie au centre des Français libres sur la situation politique en Afrique du Nord, deux autres conférences, l'une au théâtre national sur les problèmes de l'Amérique latine, l'autre (sur les « Origines de l'homme américain ») à la bibliothèque de l'université de Caracas devant une assistance de plus de 1500 personnes. Ces deux conférences sont signalées par Vasse comme « un véritable succès de propagande culturelle française⁷⁴ ».

Paul Rivet qui, grâce à l'entremise d'Alfred Métraux, a reçu une invitation du Gouvernement mexicain à occuper une chaire d'anthropologie à Mexico, arrive au Mexique en juillet 1943. Dans la capitale mexicaine, il consacre son action de délégué culturel à deux organismes, la fondation d'un Institut européo-mexicain ou franco-mexicain, qui va devenir ensuite l'Institut français d'Amérique latine (IFAL), et la Librairie française. On ne peut ici s'y intéresser en tant que tels, bien que le premier porte la marque personnelle de Rivet, qui soumet l'idée aux autorités d'Alger en décembre 1943, et la fait accepter⁷⁵. D'après Marceau Pivert, Rivet forme le projet d'en faire une « sorte d'agent de liaison placé au centre du continent (...), pour que les milieux culturels de langue française et espagnole se pénètrent

⁷¹ Lettre de Charles De Gaulle à Paul Rivet, 28 avril 1957, Fonds Rivet, BMH, 2AP1C. En réponse à une invitation à assister à la cérémonie d'inauguration des agrandissements de l'IFAL à Mexico (De Gaulle déclinera l'invitation).

⁷² En témoigne le dossier « Coupures de presse sur les missions en Amérique latine » qui contient de nombreux articles de journaux avec entretiens et photos (Fonds Rivet, BMH, 2AP1D).

⁷³ La mission a pour objet la fondation d'une « Maison vénézuélienne » de la culture française à Caracas, « Maison vénézuélienne de la culture française à Caracas », Bogota, 8 mars 1943, AMAE, Londres-Alger, Représentants et délégués, Colombie avril 1942-juillet 1943, 325.

⁷⁴ « Voyage de M. Vasse et du Professeur Rivet à Caracas (12/19 février 1943) », *ibid.*

⁷⁵ « Rapports France-Amérique latine », CARAN, Affaires étrangères 16 AII, 3AG 1/254, dossier 5.

plus intimement, se comprennent de mieux en mieux et multiplient leurs échanges d'idées nouvelles, de publication, de professeurs et d'étudiants⁷⁶ ». Marceau Pivert, professeur de sciences physiques, ancien membre de la gauche révolutionnaire de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), fondateur du parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), réfugié à Mexico depuis 1940, a été appelé par Rivet à faire partie du corps enseignant de l'IFAL⁷⁷.

Rivet entretient à Mexico des relations difficiles avec Garreau-Dombasle, le délégué du CFLN dont Alger va faire son ministre de France. Celui-ci a déjà présenté à René Massigli, au cours d'un voyage à Alger en août 1944, un bilan fâcheux des « créations Rivet », dont il dénonce le côté dispendieux⁷⁸. Il s'en prend également aux positions politiques de Rivet, en particulier à ses fréquentations de gauche et d'extrême gauche, Victor Serge, Julian Gorkin, Jean Malaquais⁷⁹ ainsi qu'à son engagement aux côtés des républicains espagnols, le socialiste modéré Indalecio Prieto et José Giral, le futur président du gouvernement en exil⁸⁰.

Rivet, en tant que délégué culturel de la France combattante, envoie des rapports destinés aux services culturels du commissariat aux Affaires étrangères. Étant donné ses mauvaises relations avec Garreau-Dombasle, il cherche à toucher directement le commissaire

⁷⁶ Marceau Pivert, « L'Institut français d'Amérique latine », 5 pages dactylographiées, Archives Marceau Pivert, 559 AP 7, Archives du Centre d'Histoire du XX^{ème} siècle de l'université de Paris I.

⁷⁷ On trouve dans les Papiers De Gaulle une lettre de René Massigli du 29 mars 1944 demandant que la nomination de Marceau Pivert à la chaire de mathématiques au lycée français de Mexico, demandée par Rivet, ait, étant donné l'activité politique passée de celui-ci, « l'agrément préalable du général De Gaulle », CARAN 3AG/1 254, dossier 5.

Sur Marceau Pivert, son rôle à l'IFAL, ses relations avec Rivet, je renvoie à mon texte, N. Racine, « Paul Rivet... », *op. cit.*

Après le départ de Rivet en octobre 1944, Pivert prit une part importante dans le développement de l'IFAL.

⁷⁸ Copie des dépêches des 25 septembre, 30 décembre 1944 de Maurice Garreau-Dombasle à la direction politique du ministère des Affaires étrangères à Paris, Lettres à Paul Rivet, Fonds Rivet, BMH, 2AP 1 C.

⁷⁹ Victor Serge, en dépit de sa sympathie pour la personnalité et l'activité résistante de Paul Rivet, critique l'évolution politique de celui-ci à partir de 1943, notamment son rapprochement avec les « staliniens ». Serge a cependant assez confiance en Rivet pour lui confier, à la veille de son départ pour la France, une lettre pour saluer ses amis socialistes restés en France. Je renvoie à N. Racine, « Paul Rivet... », *op. cit.*

⁸⁰ Rivet avait promis à ses amis du futur gouvernement espagnol en exil d'être leur interprète auprès des autorités françaises pour obtenir la reconnaissance officielle du Gouvernement républicain espagnol (qu'il comparait au gouvernement De Gaulle).

aux Affaires étrangères du CFLN, René Massigli⁸¹. Dans une lettre manuscrite qu'on peut lire dans les archives diplomatiques, avec sa version dactylographiée, Rivet présente son bilan en faveur de l'action culturelle française : lycée français, Librairie française, achat de livres scolaires, cours de littérature française à l'université. Il insiste sur le succès de la tournée de l'Athénée-Louis Jouvet au Mexique et en Amérique centrale, Haïti, Cuba et suggère même de faire transporter la troupe de la Martinique au Maroc et de lui faire faire le tour de la Méditerranée⁸². Rivet ne manque jamais une occasion de saluer le travail de propagande culturelle effectué pour la France libre par Jouvet en Amérique latine et fera savoir ultérieurement à Jouvet qu'il en a porté témoignage auprès du général De Gaulle⁸³. Avec Henri Seyrig, chargé par les autorités d'Alger d'inspecter les établissements d'enseignement et les œuvres françaises en Amérique du Sud, Rivet rédige un rapport sur la situation générale de la culture française⁸⁴.

La personnalité de Rivet, la conscience qu'il a de sa valeur, font de lui un gaulliste un peu hors normes, d'autant plus ombrageux qu'il se trouve éloigné des centres de décision. En décembre 1943, se pensant mis en cause par une circulaire du commissariat aux Affaires étrangères définissant les tâches des délégués culturels, il présente sa démission. Immédiatement après, un télégramme part d'Alger, le félicitant de son activité en Amérique latine où son « prestige personnel sert si utilement la cause de la France⁸⁵ ». Il exprime une nouvelle fois, en février 1944, son désir de présenter sa démission du poste de conseiller culturel, alors le responsable du service des œuvres à Alger télégraphie à ses représentants à

⁸¹ Lettres de Paul Rivet à René Massigli. Une première lettre confiée au capitaine Pesset pour Soustelle est confirmée par une seconde en date du 13 juillet 1944, AMAE, Papiers Massigli, Alger, micr.1484.

⁸² Voir les lettres de Rivet à Louis Jouvet (Fonds Rivet, BMH, 2AP1D). Rivet qui assista à Bogota à des représentations de la troupe en 1943, facilita comme délégué culturel les tournées de Jouvet en Amérique centrale. Pour une vision plus circonstanciée des tournées de Jouvet et de ses rapports avec Vichy jusqu'en 1943, de la construction du mythe de la « mission Jouvet » agent de la France libre depuis 1941, voir Denis Rolland, *Louis Jouvet et le Théâtre de l'Athénée 1939-1945. Promeneurs de rêves en guerre*, Paris, IUF-L'Harmattan, 2000.

⁸³ « J'ai dit à Charles De Gaulle ce que vous aviez fait pour la France. J'ai lieu de croire qu'il a compris », lettre de Paul Rivet à Louis Jouvet, 22 décembre 1945, Fonds Rivet, BMH, 2AP1D.

⁸⁴ Ce rapport permit au délégué par intérim en Colombie, Lechenet, d'adresser à Alger un rapport de synthèse sur la culture française en Colombie, le 14 février 1944, AMAE, Vichy, Œuvres 1940-1944, Enseignement, 71.

⁸⁵ Copie du télégramme Funck-Brentano, 29 décembre 1943, en réponse à la lettre de Rivet, AMAE, Guerre 1939-1945, Alger, CFLN-GPRF, Papiers Massigli, micr.1484.

Mexico et à Rio pour le convoquer à Alger et refuser sa démission, son travail étant « trop important pour l'avenir de notre action intellectuelle en Amérique latine⁸⁶ ».

Délégué culturel, Rivet adhère à la politique diplomatique du CFLN qui vise la reconnaissance des pays d'Amérique latine ayant rompu leurs relations diplomatiques avec Vichy en 1942. On le voit s'intéresser à la question du retard du Gouvernement colombien à reconnaître le CFLN en 1943. Ce retard a déjà fait l'objet des dépêches de Lionel Vasse depuis avril 1943 qui l'impute aux intrigues de l'ambassadeur Hélois, rallié à Giraud et ayant des offres de service à Alger. Rivet a-t-il été chargé d'une mission complémentaire lorsqu'il fait parvenir, en tant que conseiller culturel du CFLN à Mexico, au commissariat aux Affaires étrangères à Alger, après une enquête de 15 jours en décembre 1943, un rapport puis un télégramme sur la situation colombienne qui corrobore les informations données par Vasse⁸⁷ ? On ignore si Rivet a reçu réception de ce rapport. On trouve bien dans les archives un double d'une lettre de René Massigli à Paul Rivet, en date du 16 août 1944, mais elle ne fait aucune allusion aux questions diplomatiques, se limitant à remercier Rivet pour l'envoi de la brochure *Trois messages*⁸⁸. Citons-la pour sa concision : « (...) J'ai pris intérêt à lire "Trois lettres, un message, une adresse" et à y trouver le témoignage de votre pensée au cours des épreuves de la France. J'ai eu plaisir en même temps à constater l'excellente qualité de l'édition. Je ne doute pas du succès qu'avec des travaux de cet ordre la "Librairie française" recueille auprès du public américain⁸⁹ ».

Rivet a-t-il cherché à mettre sa connaissance des problèmes d'Amérique latine, son expérience du personnel diplomatique au service des autorités d'Alger un peu au-delà de ce qui lui a été proposé ? A-t-il espéré être appelé à de plus hautes responsabilités ? En tout cas, il considère, à l'évidence, qu'il a l'autorité nécessaire pour donner au commissariat aux Affaires étrangères son sentiment sur la valeur des représentants qu'il a vus à l'œuvre, intervenant pour favoriser la nomination de Lionel Vasse comme premier secrétaire de la légation de Mexico ou faire étendre à toute l'Amérique centrale les compétences de Gilbert

⁸⁶ Télégramme au départ d'Alger, 9 février 1944, AMAE, Alger, micr.764.

⁸⁷ « Situation politique en Colombie », Mexico, 10 décembre 1943, 4 pages dactylographiées. Rivet confirme l'essentiel du rapport par un télégramme, (Fonds Rivet, BMH, 2AP1D), Papiers Massigli, 1484. Une copie des dépêches de Lionel Vasse se trouve dans les Papiers De Gaulle au CARAN, 3 AG/1 254, dossier 5 (mais la correspondance de Rivet avec Massigli sur ce sujet n'y figure pas).

⁸⁸ P. Rivet, *Trois lettres...*, *op. cit.*

⁸⁹ Copie de la lettre de René Massigli à Paul Rivet, Alger, 16 août 1944, AMAE, Guerre 1939-1945, Alger, CFLN-GPRF, Papiers Massigli, 1484.

Médioni, délégué du CFLN au Guatemala⁹⁰. En janvier 1946, il dénoncera du haut de la tribune de l'Assemblée constituante provisoire, au cours d'un débat sur la politique extérieure, la médiocrité du personnel diplomatique français et l'action antirépublicaine de la plupart de ses représentants pendant la guerre⁹¹. Rivet se dira, à plusieurs reprises, scandalisé de l'ignorance dont faisaient preuve les diplomates et conférenciers qu'il avait croisés en Amérique latine.

On connaît les grandes lignes de l'action culturelle extérieure préconisée par Paul Rivet grâce à plusieurs documents, non datés, destinés à l'évidence au service des œuvres à Alger et dont des copies se trouvent dans d'autres fonds d'archives. Dans un « Rapport sur la propagande d'après guerre en Amérique latine⁹² », qui pourrait dater de décembre 1943, Rivet effectue une très sévère critique de l'action menée par la France, dénonçant impitoyablement son inspiration étroitement nationaliste, l'ignorance de ses agents, leur manque d'ouverture aux pays latino-américains. Il juge médiocre le personnel envoyé dans les établissements français (avec l'exception notable de l'université de Sao Paulo), critique le soutien accordé sans discernement aux établissements religieux, demande que la priorité soit donnée aux missions stables et permanentes contre les missions spectaculaires à bénéfice nul, la création de centres de haute culture au Mexique et à Sao Paulo, la fondation de chaires de littérature française, des bourses d'études en France pour de jeunes latino-américains. Au cœur de son programme, on trouve l'organisation d'un réseau de librairies françaises, dans la ligne des propositions en faveur du « livre français de qualité » qu'il dit avoir proposées au ministère des Affaires étrangères à la veille de la guerre (dans l'esprit des mesures prises sous le gouvernement de Front populaire par Pierre Viénot en 1937). Rappelons qu'à Mexico, Rivet a œuvré pour transformer la Librairie française en centre de rayonnement français. Autre point de son programme, destiné à assurer la continuité du mouvement d'échanges universitaires qu'il a amorcé de 1930 à 1939, une politique généreuse de bourses d'études afin de permettre à de jeunes chercheurs français de se rendre en Amérique latine et de faciliter la venue

⁹⁰ AMAE, Guerre 1939-1945, Alger, CFLN-GPRF, Papiers Massigli, 1484, mission française auprès des gouvernements alliés, représentation diplomatique et consulaire CFLN/GPRF 1943-1945, 123.

⁹¹ Interpellation de Paul Rivet, Séance du 17 janvier 1946. JORF, Assemblée consultative provisoire, Débats.

⁹² « Rapport sur la propagande d'après-guerre en Amérique latine » dont un exemplaire se trouve dans les archives Marceau Pivert, Centre d'histoire du 20^e siècle de l'université de Paris I. Rivet précise qu'il n'entend pas le mot propagande dans un sens agressif. Rivet a manifesté le désir qu'une copie de son rapport soit adressée à Soustelle (document du 6 mars

d'étudiants latino-américains en France. Enfin, se félicitant de la décision de la France combattante de créer des attachés culturels, il plaide pour la généralisation de cette initiative qu'il trouve particulièrement heureuse. Comme d'autres intellectuels qui ont vécu en Amérique pendant la guerre, il pense que le prestige de la France demeure intact parmi les élites intellectuelles malgré la défaite.

Dans un autre de ces documents⁹³, Rivet passe en revue les propagandes culturelles étrangères en Amérique latine, s'arrête sur la propagande anglaise dont il loue l'intelligence et l'efficacité et qui lui semble la seule capable de concurrencer celle de la France. Il revient sur le projet d'un Institut français ibéro-américain qu'il a envoyé à Alger (le futur IFAL) et insiste sur le choix du Mexique comme centre de rayonnement pour une action sur toute l'Amérique latine : « De plus en plus ce pays est un centre de rayonnement *essentiel*. C'est pour cette raison que la "Semaine de l'Atlantique Sud", dont M. Lévi-Strauss a eu l'excellente idée et dont il vous a entretenu, doit siéger non à New York mais à Mexico. Beaucoup de travail peut être réalisé dès maintenant pour préparer une action plus intense sitôt la guerre terminée, conformément aux directives que vous m'avez données en me demandant de transmettre à toutes nos délégations le programme de propagande que je vous avais soumis⁹⁴ ». Rivet attire l'attention sur le rôle futur de l'Amérique latine dans le monde d'après guerre, sur l'atmosphère favorable qu'y rencontre la culture française. Il développe une fois de plus ses idées sur la création de postes d'attachés culturels dans les principales délégations de la France combattante, conseille de faire coordonner leur action, au moins provisoirement, par l'attaché culturel au Mexique. Il suggère la nomination à Alger puis à Paris d'un fonctionnaire en charge de cet ensemble culturel qui pourrait être à la fois le secrétaire général de l'Institut français de Mexico et le conseiller latino-américain du service des œuvres. On trouve trace de l'écho des propositions de Rivet, qui vont d'ailleurs dans le sens souhaité par le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), dans un document conservé dans les archives De Gaulle, « Quelques mesures susceptibles de redresser notre situation en

1944 provenant de la « section des conseillers culturels »). La date donnée pour le rapport est 1^{er} octobre 1943, AMAE, Guerre 1939-1945, Alger, CFLN-GPRF, 764.

⁹³ 4 pages dactylographiées, non signées, non datées, avec en marge au crayon la mention « Rivet » et la mention « Aletti ». Le texte est bien de Rivet car il y fait allusion à sa création de l'Institut franco-mexicain, (« Rapports France-Amérique latine », CARAN, Papiers De Gaulle, 16 AII, 3AG 1/254, dossier 5).

⁹⁴ *Ibid.*

Amérique latine⁹⁵ », en date du 10 mars 1944 où le nom de Rivet est cité à propos de la création d'un corps d'attachés culturels.

Il est probable que les propositions de Rivet ont été de celles qui ont alimenté la nouvelle direction des relations extérieures du ministère des Affaires étrangères dont son ami Henri Laugier, recteur de l'université d'Alger, devient le patron en 1945.

Le « gaullisme » de Rivet, le rayonnement de sa personnalité intellectuelle, les liens qu'il a maintenus avec la communauté scientifique exilée en Amérique du Nord explique l'appel qui lui a été adressé, en juin 1944, pour résoudre la crise de l'École libre des hautes études de New York. La démission de Jacques Maritain de sa direction ouvre, en avril 1944, la crise de cette école, qualifiée par Laurent Jeanpierre d'« œuvre centrale de la diplomatie culturelle française aux États-Unis⁹⁶ » (le nouveau service des œuvres augmente la subvention qui lui est allouée à partir de 1943). Celui-ci a clairement décrit les enjeux de la crise qui éclate au printemps 1944 entre les membres français et belges de la direction, entre gaullistes et non gaullistes, enjeux qui touchent au statut de l'école, à la question du droit ou non à un engagement politique de ses membres, aux rapports avec le *Department of Justice* avec lequel les négociations sont menées par Lévi-Strauss au nom des gaullistes pour le non-enregistrement de l'école comme outil de propagande⁹⁷. C'est le mathématicien Jacques Hadamard, qui assume l'intérim de Maritain, qui envoie un télégramme à Rivet le 8 juin de New York pour lui demander d'accepter la présidence, proposition explicitée dans une lettre : « Nous attendons donc votre acceptation ; elle donnera à l'école une impulsion que seul, parmi les hommes que nous avons ici, vous pouvez lui donner pour le plus grand bien de ce qui est notre cause à tous⁹⁸ ». Le même jour, Métraux lui a écrit : « Lévi-Strauss [secrétaire général] attendait l'unanimité sur votre nom et que la suggestion qui en a été faite a été accueillie comme la meilleure solution aux difficultés que l'école traverse. Si vous venez ici, vous n'aurez pas la tâche facile. L'école est divisée par des antagonismes violents et des querelles extrêmement amères ne font que se succéder depuis des mois. L'attitude des collègues belges est des plus désagréables et Grégoire est un élément de trouble et de

⁹⁵ Quelques documents conservés dans les archives, Papiers De Gaulle, 16 A II, 3AG 1/254, dossier 5, CARAN.

⁹⁶ L. Jeanpierre, « La politique culturelle... », *op. cit.*, p. 106. La subvention accordée par le nouveau service des œuvres augmenta entre 1942 et 1944.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 104-108.

⁹⁸ Lettre et télégramme de Jacques Hadamard à Paul Rivet, New York, 8 juin 1944, Fonds Rivet, BMH.

désordre⁹⁹ ». L'offre est renouvelée le 10 juillet par un télégramme de Seyrig : « Conseil direction École libre réuni le 5 juillet sous présidence d'Hadamard a voté à l'unanimité décision vous réitérant son affectueuse confiance et son ardent désir de vous voir accepter présidence de l'École libre (...). J'estime que vous êtes particulièrement qualifié pour remettre l'École sur pied après cette crise. Cette opinion est unanimement partagée. Votre acceptation entraînerait naturellement démission du poste que vous occupez actuellement mais j'interviens à Alger pour que situation satisfaisante vous soit faite ici¹⁰⁰ ». Ce télégramme, ainsi que deux longues lettres de Washington d'Henri Seyrig (20 et 22 juillet), retenues par la censure anglaise, puis mal acheminées, ne parviennent à leur destinataire que plusieurs mois plus tard. Rivet n'a donc pas eu l'occasion de donner suite à cette proposition.

Après avoir obtenu du gouvernement d'Alger l'autorisation de rentrer en France et de reprendre son poste à la direction du musée de l'Homme, Rivet arrive à Paris le 22 octobre 1944. La hâte avec laquelle il a organisé son retour, confié à d'autres la responsabilité des entreprises qu'il a lancées à Mexico, s'explique naturellement par le désir de retrouver son musée, cadre de son œuvre scientifique. Mais cette hâte est aussi le signe d'une volonté de reprendre une carrière politique à la faveur du renouveau de la Libération.

Rivet ne se contente pas de se faire réélire au conseil municipal de Paris auquel il a été porté en 1935 dans l'esprit unitaire du Front populaire, mais brigue, pour la première fois, des mandats législatifs aux deux Assemblées constituantes (octobre 1945, juin 1946) puis à la première Assemblée nationale (novembre 1946), sous le seul sigle du parti socialiste SFIO. Il affirme, face à la légitimité nouvelle des hommes et des femmes issus de la Résistance intérieure, celle de la Résistance extérieure, tout en renouant avec son passé socialiste.

Au sein de la SFIO, Rivet fait la preuve de son indépendance en affirmant la nécessité de traiter avec Ho-Chi-Minh et en démissionnant en juillet 1946 de la délégation française à la veille de la conférence de Fontainebleau. En mars 1948, il proteste contre l'attitude du groupe parlementaire socialiste devant la répression à Madagascar et donne sa démission du groupe. En janvier 1949, il est exclu du parti pour indiscipline. Après un échec aux élections législatives de 1951 sur une liste « neutraliste », il renonce à la politique active. Un temps membre de l'Union progressiste, il la quitte en juin 1953 après le refus des députés progressistes de voter l'investiture de Pierre Mendès France.

⁹⁹ Lettre d'Alfred Métraux à Paul Rivet, 8 juin 1944, Fonds Rivet, BMH.

¹⁰⁰ Ces documents qui se trouvent dans le fonds Rivet sont un précieux apport à l'histoire de la crise de l'École libre des hautes études.

Cependant, la guerre d'Algérie le mobilise de nouveau. À la stupéfaction de ses amis de *France Observateur* engagés dans le combat anticolonialiste, il signe en avril 1956 un appel « pour le salut et le renouveau de l'Algérie française », au bas duquel figurent les noms de Jacques Soustelle et d'une figure de la gauche laïque, Albert Bayet. Depuis les années trente, Rivet se prononce pour une émancipation graduelle des peuples colonisés, pour une politique de réformes permettant une évolution démocratique, mais il n'est pas partisan d'une indépendance immédiate. En 1956-1957, à la demande de Guy Mollet et de Christian Pineau, il accepte d'aller plaider la cause du Gouvernement français dans l'affaire algérienne à l'Organisation des Nations unies (ONU) et dans les républiques latino-américaines. Cependant, d'après le témoignage de son ami brésilien Paolo Duarte, qu'il a rencontré peu de temps avant sa mort, Rivet « commençait à se montrer déçu de ses amis du gouvernement Mollet, dont il se considérait plus ou moins dupe. Il m'a encore répété ce qu'il m'avait déjà dit par lettre : que ce qui l'avait surtout impressionné dans la dernière (alors) phase de la guerre algérienne c'était le caractère de lutte religieuse que les Arabes avaient donné à leur lutte pour l'indépendance¹⁰¹ ». Duarte pense que Rivet, malgré ses protestations, a subi l'influence de Jacques Soustelle. Cette influence est probable, étant donnés leurs liens d'amitié, l'admiration que porte Rivet à son ancien disciple depuis l'époque de la France libre, leur conception commune de la République. Mais les dernières prises de position de Rivet laissent supposer qu'il n'aurait pas suivi Soustelle dans sa défense des thèses les plus extrêmes de l'Algérie française. À la veille de sa mort en mars 1958, malade et alité, il tient à confier à Gilles Martinet pour *France Observateur* les raisons qui l'ont empêché de rejoindre la gauche anticolonialiste sans cacher la déception que lui cause la politique de ses amis socialistes¹⁰². Plus fondamentalement, l'homme de science connaît, à la fin de sa vie, un douloureux sentiment d'échec, exprimé dans un article testament paru dans la revue *Esprit* : « Nous avons cru à la paix et jamais nous n'avons senti comme aujourd'hui, rôder autour de nous le spectre de la guerre ; nous avons lutté pour l'égalité des peuples, et partout nous sentons renaître le racisme ; nous avons cru à la fraternité humaine, et nous assistons à la pire des divisions que l'histoire ait connue (...) ; nous avons cru à l'action bienfaisante, souveraine de la science, et

¹⁰¹ Paolo Duarte, *Paul Rivet por ele mesmo*, Sao Paulo, Editora Anhembi, 1960, p. 166-167.

¹⁰² « Dernier entretien avec Paul Rivet », *France Observateur*, 27 mars 1958. Selon le désir qu'il a exprimé à Gilles Martinet, l'entretien ne sera publié qu'après sa mort. Paul Rivet saisit la première occasion pour se désolidariser de la politique du gouvernement Guy Mollet en signant la pétition du syndicat national des instituteurs qui préconise la négociation sans le préalable de l'indépendance.

nous voyons utiliser les découvertes les plus merveilleuses non pour le bien de l'humanité, mais pour son extermination...¹⁰³ ».

En dépit de ce sentiment d'échec, Paul Rivet a connu un exceptionnel parcours d'intellectuel militant qui commence en 1934-1935. En 1940-41, Rivet rejoint la Résistance extérieure d'avantage poussé par les circonstances que par choix ; mais une fois embarqué dans l'action au service de la France libre, il en adopte les buts et les priorités. Il intériorise si bien ce choix qu'en 1945 il dit à Germaine Tillion que c'est la lutte extérieure qui a été importante¹⁰⁴.

L'exercice de responsabilités d'ordre politico-culturelles dans les organes gouvernementaux de la France combattante transforme profondément son rapport à la politique. Devenu un des rouages de la diplomatie culturelle gaulliste, il peut, à cette occasion, mettre au service d'une action concrète les réflexions nourries de son expérience. A-t-il espéré obtenir un poste important du gouvernement provisoire, comme l'ont cru et espéré certains de ses amis en Amérique latine ? En tout cas, entamant une nouvelle carrière politique de parlementaire socialiste de 1945 à 1951, il manifeste son intérêt pour les questions de politique extérieure et de diplomatie culturelle, questions qui l'ont sollicité pendant sa période d'exil. Après son retrait de la vie politique, à mesure que son œuvre d'anthropologue peut être considérée comme achevée, il joue de plus en plus le rôle d'expert, siégeant dans de nombreuses institutions, président de multiples commissions dont la plus notable a été la présidence de la commission française pour l'Unesco. Au sein de cette dernière, il présente avec Lucien Febvre un projet d'histoire universelle de la civilisation. Il est ainsi intervenu dans la vie publique, successivement ou simultanément, comme antifasciste dans les années trente, résistant dans la seconde guerre mondiale, militant socialiste après 1945, enfin, comme universitaire expert, différentes façons d'être un « savant en République », en France dans le second tiers du 20^{ème} siècle.

¹⁰³ Paul Rivet, « La tristesse des vieux », *Esprit*, juin 1955.

¹⁰⁴ Dans un entretien avec Germaine Tillion en juillet 2003, celle-ci me dit qu'allant voir Rivet au retour de déportation, elle a eu l'impression qu'il sous-estimait alors les souffrances des résistants de l'intérieur.